UNE RÉCOMPENSE POUR LEUR TRAVAIL DANS LES CHAMPS ET LES USINES » : LES SUFFRAGETTES CANADIENNES TELLES QUE REPRÉSENTÉES DANS DES TEXTES DE L'ONTARIO

ROSE FINE-MEYER

Rose Fine-Meyer est une professeure adjointe dans le programme de maîtrise en éducation et du baccalauréat en enseignement à l'*Ontario Institute for Studies in Education* (OISE), Université de Toronto.

L'année 2016 marque le centième anniversaire du droit de vote des femmes au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta. L'Ontario et la Colombie-Britannique ont suivi. Ceci a pavé la voie vers l'étendue du droit de vote aux femmes dans les élections fédérales en 1918[1]. Le sujet du suffrage tient une place unique dans le curriculum d'histoire puisqu'il représente une célèbre expérience dans l'histoire des femmes dans tous les manuels scolaires, même si sa mention n'est que brève. Jusque dans les années 1980, les manuels et les ressources scolaires étaient exclusivement axés sur les réussites militaires, industrielles et politiques des hommes. Les femmes n'y apparaissaient pas, à l'exception de quelques courtes mentions. Alors, le sujet du « suffrage » offre l'occasion d'explorer comment les expériences historiques féminines entrent dans le curriculum, et comment elles évoluent à travers le temps. Ce qui est évident dans les manuels scolaires d'histoire de l'Ontario, c'est que le suffrage est représenté de façon statique et limité, réduisant des décennies de militantisme pour la réforme par les femmes en une « récompense » législative pour leur bon comportement citoyen. Cet article fait un bref examen de la façon dont le suffrage est présenté dans les manuels officiels utilisés entre 1922 et 2014. Aucun de ces manuels ne propose un examen complet du travail accompli par les femmes

1 Alison Prentice et coll, *Canadian Women a History* (Harcourt Brace, 1998). Au niveau fédéral, le droit de vote des femmes a été obtenu en 3 étapes : la Loi des électeurs militaires, 1917, qui a donné le croit de vote aux infirmières travaillant à l'effort de guerre ; la Loi des élections en tant de guerre, accordée aux épouses, veuves, mères, sœurs, filles de ceux qui ont servi durant la guerre et la Loi ayant pour objet de conférer le droit de suffrage aux femmes, qui a conféré le droit de vote à toutes les femmes britanniques âgées de plus de 21 ans qui satisfaisaient au critère de la propriété de leur province de résidence. Les femmes autochtones et les femmes de certaines religions et races n'avaient pas le droit de vote.

afin d'obtenir la parité au Canada.

Le premier manuel scolaire historique paru après la Première Guerre mondiale en Ontario, publié en 1922, fait une brève référence à l'obtention du droit de vote par les femmes en notant que « le service offert durant la guerre est le fondement du droit de vote pendant la guerre. » Il soutient que sous les conditions de la Loi sur les élections en temps de guerre, « ...le droit de vote a été donné aux mères, sœurs et épouses de tous ceux qui s'étaient enrôlés... »[2] Dans la première décennie suivant la guerre, les manuels reconnaissaient brièvement le suffrage des femmes et le lie au travail des femmes en temps de guerre ; le suffrage est considéré comme une récompense pour leur patriotisme. Les manuels de 1930 font référence à l'affaire « Personne », au droit d'admission aux universités, et à « la possibilité d'être élu au parlement, au conseil des ministres et au sénat. »[3] Après la Seconde Guerre mondiale, malgré le fait que les femmes sont plus présentes dans les discours, les livres continuent de porter presque exclusivement sur les liens entre le service durant la guerre et le vote[4]. Ces premiers textes forment le gabarit sur lequel les manuels subséquents sont construits. Aucun de ces livres ne reconnaît que les femmes ne partagent pas toutes la même voix, qu'elles ont défendu différentes opinions à propos des réformes qu'elles supportaient, sur la vision qu'elles avaient pour le Canada. Peu de textes font référence aux différentes formes de militantisme du 19e siècle et du début 20e siècle, ou que le mouvement des suffragettes était régional, national et international, ou que ce n'étaient pas toutes les femmes qui ont été couvertes par la loi de 1918, cette loi ne s'appliquant notamment pas aux femmes autochtones et aux femmes appartenant à certaines religions et races[5].

Les premiers écrits universitaires, dont l'article de Deborah Gorham au sujet de Flora Macdonald Denison, une chef de file dans le mouvement de réforme et du suffrage, remettent en cause le discours que le droit de vote a été une « récompense » donnée aux femmes dans le contexte de leur travail de guerre. Gorham soutient que Denison se distingue du lot des « premières femmes docteures » puisqu'elle ne faisait pas partie de la classe moyenne, mais était plutôt une couturière et une journaliste qui luttait pour les droits des femmes de la classe ouvrière[6]. En fait, c'est uniquement les documents supplémentaires qui font référence aux discours entourant la classe ouvrière, tel que *Years of Conflict* de Desmond Morton qui explore les conditions de travail des femmes, les revendications du NCCW pour des réformes dans le système de santé publique et leurs

2 W.L. Grant. Rev. *The Ontario High School History of Canada* (Toronto: Ryerson Press 1922), 386.

3 Wm. Stewart Wallace, *A History of the Canadian People* (Toronto: Copp, Clark, 1930), 352.

4 George Brown, *Building the Canadian Nation* (Toronto: J. M. Dent, 1946), 411. Bien que les manuels scolaires aient élargis leurs discours, le suffrage des femmes est demeuré un petit point de référence. Texte exact dans Chaffe and Lower, *Canada-A Nation*, (Toronto : Longmans, Green) 1948, avec des réimpressions jouque dans les années 1950.

5 http://www.elections.ca La loi sur les élections fédérales de 1948 a supprimé la référence à la discrimination dans le droit de vote sur la base de la race. D'ici 1960, des modifications supplémentaires davantage éliminé la discrimination raciale et religieuse.

6 Linda Kealy, ed. *Not an Unreasonable Claim: Women and Reform in Canada 1880s-1920s* (Women's Press,1977).

liens avec le vote. Morton reconnaît le « groupe brillant de femmes journalistes, dont Nellie McClung, Cora Hind et Francis Beynon, qui ont élargi la campagne du suffrage en défendant la cause des travailleuses et celle de la tempérance[7]. Ce livre est un des seuls qui reconnaît également que ce n'est pas toutes les femmes qui ont soutenu la guerre ; « certaines, dont Flora Denison et Francis Benyon, se sont jointes à la brave minorité de pacifistes »[8].

La majorité des manuels scolaires ne mentionnent pas la diversité des associations de femmes qui ont existées à travers le Canada. La WCTU, la NCWC, la WI, la WE, la CWSA, pour n'en nommer que quelques-unes, possédaient toutes différents buts et objectifs[9]. Certaines défendaient le droit à la propriété des femmes vivant en zones rurales et certaines défendaient les droits des femmes qui travaillaient dans les usines. Les femmes de la classe moyenne luttaient pour l'accès à une éducation supérieure, la possibilité de joindre différentes professions et la santé pour les enfants. Les femmes protestantes, les femmes noires, luttaient pour des réformes sociales à partir de sociétés missionnaires, les femmes catholiques françaises luttaient pour des réformes sociales, la santé et les services de garde des enfants. Le suffrage avait des liens avec les représentants syndicaux, les associations de fermiers, les églises, les écoles et les communautés. Il y avait des différences régionales significatives à l'intérieur des mouvements de réformes[10].

Ce qui est également absents est la reconnaissance que les mouvements de réformes sont internationaux par nature. En tant que membre du Commonwealth, les réformatrices canadiennes étaient au courant des réformes en Nouvelle-Zélande et en Australie, qui ont donné le droit de vote aux femmes en 1893 et 1894 respectivement, et du suffrage aux États-Unis et en Grande-Bretagne, à travers les journaux et les discours publics. L'invitation lancée par Dre Emily Stowe à Sarah Curzon en 1882 et à Anna Howard Shaw en 1889 pour venir donner un discours ne sont que deux instances où des suffragettes américaines célèbres ont visité Toronto, et Emmeline Pankhurst, fondatrice et dirigeante du mouvement pour le suffrage de la Grande-Bretagne. Les femmes canadiennes ont également fait partie de la WILPF, leur militantisme pour la paix bien ancré au cœur de l'Association canadienne pour le suffrage, la FWTA, la WCTU, la Croix Rouge, et dans plusieurs sectes religieuses. Plusieurs femmes ont pu voyager à cause de leur travail ; il y avait un esprit de militantisme transnational qui unissait les groupes de femmes de différents pays[11]. Afin d'apprendre sur ces différents groupes, toutefois, les enseignants

7 Desmond Morton, *Years of Conflict* (Century of Canada Series (1983), 15-16.

8 Ibid, 80-81.

9 Noms complets: The Woman's Christian Temperance Union, The National Council of Women, The Women's Institutes, The Dominion Women's Enfranchisement, The Canadian Women's Suffrage Association. Les femmes étaient activement impliquées dans des centaines d'associations de femmes à travers le pays, la plupart desquelles militaient pour la réforme sociale.

10 Voir: Gail Cuthbert Brandt et al., *Canadian Women: A History*, 3rd ed. (Toronto: Nelson Education, 2011)

11 Fine-Meyer, « The good teacher is a revolutionary : Alternative War Perspectives in Toronto Classrooms, 1960s-1990s », in C. Gidney & L. Campbell, eds., *Worth Fighting For: Canada's Tradition of War-Resistance from 1812 to the War on Terror* (Toronto: Between the Lines Press, 2015). Après la guerre, le *Canadian Women's League of Peace & Freedom* a entrepris un examen des manuels scolaires afin d'évaluer les façons dont ils supportaient le militarisme.

devaient introduire des lectures supplémentaires dans leurs cours. Et ce n'est pas tous les enseignants qui en ont fait ainsi étant donné que cela n'a jamais été obligatoire.

Le militantisme social dans les années 1960 et 1970 a permis d'attirer l'attention vers les revendications pour l'égalité entre les sexes, et des chercheuses et organisations de femmes ont mis de la pression sur les gouvernements afin qu'il procède à des changements. La RSCW au Canada a publié plusieurs études[12]. Un rapport du gouvernement de l'Ontario en 1973 se concentrait sur l'élimination des préjugés sexuels dans les manuels scolaires. Afin de remédier à la situation, les conseils scolaires ont organisé des ateliers et ont publié des ressources pour les enseignants ; certaines ressources publiées par le ministère de l'Éducation allouaient un petit espace pour l'ajout des récits historiques féminins dans le curriculum[13]. Certains ressources mettaient en vedette des femmes importantes, dont Nellie McClung, Agnes MAcphail, Suzanna Moodie ainsi que Clara Barton, Peggy Mann (É-U) Emmeline Pankhurst (R-U)[14].

Il a également fallu beaucoup de temps pour que les manuels scolaires soient mis à jour. *Decisive Decades*, un document populaire des années 1960, a été le premier a inclure le suffrage dans son index et de reconnaître l'inégalité de la Loi[15]. Les femmes canadiennes ont été placées dans la section sur la guerre, ajoutant que la loi « a donné le droit de vote aux femmes ; pas à toutes les femmes, en tant que récompense pour leur travail dans les champs et les usines…[16] ».

Dès 1978, et sous l'influence du mouvement grandissant des femmes, les manuels scolaires exploraient l'histoire de la NCWC, discutant de certaines réformes féministes. Un texte inclut une biographie de Nellie McClung et mentionne la façon dont la période de l'après-guerre a transformé « l'ancien régime » et a engendré « une société prête à créer un ordre plus démocratique dans lequel les hommes et les femmes ont une plus grande liberté de remise en question de l'autorité et de choix par rapport à leurs propres rôles sociaux[17] ».

En 1987, la Documentation sur la recherche féministe (DRF / RFR) a publié *Women's Studies in*

12 Voir: *The Report of The Royal Commission on the Status of Women Canada* (1970) et Margaret Wade Labarge et al., *The Status of Women Canada:* Volume 8: *Cultural Tradition and Political History of Women in Canada* (1971)

13 Ministry of Education for Ontario, *Equal Opportunity for Women in Ontario: A Plan for Action* (June 1973) ; *Girls and Women in Society: A Resource List* (1977). La liste des ressources incluait des films, du matériel audiovisuel, des sources primaires et des biographies, plusieurs desquelles étaient axées sur le suffrage.

14 Ce livre contenait plusieurs photos qui représentaient des femmes comme Lady Aberdeen, Nellie McClung, Agnes Macphail, des travailleuses d'usine, des ouvrières agricoles durant la Première Guerre mondiale, un défilé pour la tempérance en 1905, des femmes bénévoles dans l'armée, la directrice du *Canadian Women's Press Club* de 1923.

15 AB Hodgetts, *Decisive Decades* [Toronto : T. Nelson, 1960], 151.

16 AB Hodgetts, 214-215.

17 R. Stewart, N. McLean, *Forming a Nation : The Story of Canada and Canadians* (Gage Educ.Pub 1978), 223.

Canada, un petit document qui contenait des ressources relatives au suffrage[18]. Cette même année, un guide pour enseignants, *Women as Agents of Change*, a reconnu que la plupart des textes d'histoires « font abstraction ou ignorent les contributions des femmes » et que les étudiants peuvent compléter leurs études « en ayant peu ou pas de connaissances sur l'implication des femmes en histoire[19] ». Le guide suggérait que des thèmes, notamment le suffrage, devraient être inclus en tant qu'« études de cas »[20]. En 1922, le gouvernement canadien a désigné le mois d'octobre comme le Mois de l'histoire des femmes et a fourni des fonds pour une gamme supplémentaire de ressources, mais non dans le but de réviser complètement le curriculum[21].

Fitzhenry et Whiteside ont publié une série, *Les Canadiens*. Le livre *Nellie McClung* explorait sa vie de famille, ses publications et son militantisme. Ce livret de 62 pages est rempli de documents de source première et contient une liste de lecture pour les étudiants. Il explore l'histoire du suffrage, des lois introduites en Ontario et au Manitoba, et reconnaît le travail de la CWPC, particulièrement celui de Cora Hind. Le livre note les visites de Emmeline Panhurst et de Barbara Wiley, qui ont « aidé à motiver le club avec leur enthousiasme neuf » et du travail du Conseil national et du Conseil local pour les femmes[22].

McClung a mené une délégation jusqu'au parlement en janvier 1914, représenté par le PEL, le IWSA, le Grain Growers Association, le WCTU, le Conseil des métiers et du travail, le CWPC et le YWCA, reconnaissant par là différents groupes. Il mentionne le fameux Mock Parliament, qui a été mise en scène au théâtre Walker, où « des pétitions ont été présentées, des motions ont été passées… et des projets de loi ont été déposé[23] ». Le livre *Emily Stowe* explore son travail de médecin, de militante et de fondatrice du mouvement de suffrage des femmes au Canada[24]. S'étant faite refuser l'accès aux écoles de médecine au Canada, la Dre Emily Howard Stowe a obtenu son éducation aux États-Unis, là où elle a fait la rencontre de militantes américaines qui s'impliquaient dans les mouvements contre l'esclavagisme, des droits civils et des droits des femmes. Le livre note sa participation à l'em-

18 Resources for Feminist Research / Documentation sur la recherche féministe incluait Catherine Cleverdon, *The Woman Suffrage Movement in Canada* (U. of Toronto Press 1950 ; Meg Luxton, *More than a Labour of Love: Three Generations of Women's Work in the Home* (Women's Press, 1980) ; Alison Prentice & Susan Mann Trofimenkoff, *The Neglected Majority: Essays in Canadian Women's History Toronto* (McClelland & Stewart, 1977).

19 ON Ministry of Education, *Sex-role Stereotyping and Women's Studies Conference Report* (Toronto: 1978), 65.

20 ON Ministry of Education, *The Story of Canada and Canadians, Canada's Original People, Women's Suffrage and Trade Unions*. Intermediate Division Curriculum, 1977, Circular 14 (1983). (Circular H.S.1. 1979-1981).

21 Voir: Rose Fine-Meyer, *Including Women: The Establishment and Integration of Canadian Women's History into Toronto Ontario Classrooms 1968-1993* (PhD Thesis, U. of Toronto, 2012).

22 Mary Lile Benham, *Nellie McClung* (Fitzhenry & Whiteside, 1977), 25. L'auteure souligne la résistance du premier ministre du Manitoba, Rodmond Roblin, qui est ainsi cité: « Je ne veux pas d'une hyène en jupons me parlant de politique. Je veux une créature douce et gentille qui m'apporte mes pantoufles. » CWPC = Canadian Women's Press Club.

23 Ibid, 27-28 *Political Equality League*, the Icelandic Women's Suffrage Association, The Woman's Christian Temperance Union.

24 Janet Ray, *Emily Stowe* (Don Mills, ON: Fitzhenry and Whiteside, 1978) et *Towards Women's Rights* (Toronto: Grolier, 1981).

blématique Convention pour les droits des femmes à Seneca Falls en 1848, où elle a fait la rencontre de Elizanbeth Cady Stanton et Lucretia Mott. En novembre 1876, Stowe a fondé le Club littéraire des femmes de Toronto avec plusieurs militantes canadiennes proéminentes, qui plus tard allait devenir l'Association des suffragettes du Canada. Le livre discute des différentes délégations assemblées par le Club, des milliers de pétitions signées, des détails historiques qui ne se retrouvent pas dans les manuels scolaires[25].

Certains conseils scolaires ont mis au point leurs propres ressources. Le Conseil scolaire de Toronto avait un Comité sur le suffrage féminin[26]. Le suffrage représentait un domaine d'intérêt important pour les enseignants et un module spécial a été créé dans les années 1980 pour tous les étudiants de la 8e année et s'insérait dans le programme de sciences humaines[27]. Une pièce de théâtre, *Fighting Spirit, the Story of a Canadian Suffragette*, a également été créée et présentée par le *Toronto Worshop Productions*[28]. Les responsables du curriculum militaient pour la création de « trousses » spéciales comprenant des documents et des bibliographies primaires[29]. Deux ressources, qui ont été publiées par OISE, *Pioneer Women of Western Canada*, contenait des documents de sources premières sur le suffrage, et *Breaking the Mould*, touchait au droit de vote et aux questions relatives au travail[30].

Un manuel scolaire populaire des années 1990 incluait des « icônes féminines » à travers les textes et des références au WCTU, à la Dre Emily Stowe et au travail des femmes en temps de guerre. La publication corrigée de 2000 avait éffacé ces femmes et dédié uniquement 2 pages au suffrage, notant, « qu'étant donné que les femmes s'impliquaient tellement à l'effort de guerre, elles voulaient participé aux prises de décisions concernant le pays.[31] » Lié encore la guerre au suffrage n'est pas surprenant, mais d'ici les années 2000s, peu d'attention était dirigée aux mouvements de reformes plus en général. Un texte note que « d'un coup, les parlementaires ont officiellement donné le droit de vote aux élections fédérales à toutes les femmes blanches nées au Canada[32] ».

25 Janet Ray, Emily Stowe. Voir aussi Margaret McCallum, *Emily Stowe* (Canadian Pathfinders Series, Grolier, 1989) qui explore également sa vie et son leadership dans le mouvement du suffrage.

26 Toronto Board of Education (TBE) Archives / Women's Studies File, 1980).

27 Myra Novogrodsky. Entretien avec l'auteure, Toronto: October 29, 2009. Voir aussi Myra Novogrodsky, « Generating Women's Studies Programs in the Public Schools: The Use of Human, Print and Audio-Visual Resources », *Canadian Women's Studies*, 6, no. 3 (summer / fall 1985): 34-35.

28 T.B.E. Committees: Status of Women Files. The play was shown to over 900 grade 8 students in the 1980s, then linked to Suffrage units.

29 P. Bourne, *Women in Canadian Society*, (OISE 1978), V. D'Oyley, *Black Presence in Multi-Ethnic Canada* (1978), B. Kane & P. Harris, *The Women's Kit* (OISE 1974), C. Pasternak: *Breaking the Mould* (1977).

30 Les autres dans la série sont Linda Silver Dranoff, *Women in Canadian Law*. (Toronto: Fitzhenry & Whiteside, 1977) ; Jean Cochrane, Abby Hoffman, Patricia Kincaid, *Women in Canadian Sports*. (Fitzhenry & Whiteside, 1977) ; Jean Cochrane, *Women in Canadian Politics* (Fitzhenry & Whiteside, 1977).

31 J. Bradley Cruxton, W. D.Wilson. *Spotlight Canada* [Oxford University Press, Toronto, 2000], 116.

32 Margaret Hoogeveen et coll, Creating Canada (Toronto: McGraw-Hill Ryerson, 2014], 200-203.

Alors, en résumé, aucun texte ne discute des conflits et des relations de pouvoir qui ont eu lieu au cœur des communautés, des lieux de travail, des familles et des gouvernements qui ont influencé les efforts des femmes de créer du changement. Aucun texte ne couvre l'entièreté du mouvement à travers le pays ni de ses liens avec la démocratie ; que la lutte pour l'émancipation ne concernait pas un désir des femmes de se faire pour leurs bonnes attitudes citoyennes, mais qu'il s'agissait plutôt de corriger les fautes du passé, un élément essentiel dans une société démocratique. Si les femmes n'avaient pas obtenu le droit de vote, est-ce que le Canada aurait pu continuer à s'identifier comme un État démocratique ? Peu reconnaissent les femmes autochtones, ou les Noires, ou les femmes immigrantes[33]. Finalement, les expressions utilisées pour parler du mouvement sont toujours les mêmes à travers les manuels. Étant donné que les textes continuent d'être écrits à partir d'une approche patriarcale, le droit de vote est conceptualisé comme ayant été « donné » aux femmes et les mouvements de réformes sont considérés comme les « difficultés » des femmes. Ils ne discutent pas des expériences historiques diverses des femmes, et par conséquent, continuent de renforcer les inégalités liées au genre.

Ce qui est surprenant est le peu d'attention qui est accordée dans les manuels scolaires au fait d'étendre l'enseignement de l'histoire des femmes. En tant qu'enseignants de l'histoire, nous devons faire davantage que de questionner la pédagogie, nous devons également remettre en question le contenu. Des théoriciennes féministes, telles que Anne Philips, ont suggéré que les femmes ont été incluses en tant que « cas spéciaux » et se sont retrouvées en périphéries des discours dominants[34]. Wendy Brown a soutenu que l'histoire des femmes nécessite un cadre conceptuel nouveau ; une idée qui est audacieuse et tarde à se produire en éducation[35]. Et ceci, même si l'histoire du suffrage des femmes permet de nous éclairer sur les histoires économiques, politiques et sociales du Canada. Inclure l'histoire des femmes en tant récompense pour leur patriotisme est aussi décevant qu'historiquement inexact. Les étudiants méritent de connaître l'histoire complète.

33 Les textes ne mentionnent pas le militantisme féministe, dont les premiers travaux de Mary Ann Shadd Cary et son journal *The Provincial Freeman* [1853-1857] qui militaient pour l'abolition de l'esclavage, la tempérance et l'émancipation.

34 Anne Phillips, « Democracy and Difference: Some Problems for Feminist Theory » in Will Kymlicka, ed., *The Rights of Minority Cultures* (New York: Oxford Univ. Press, 1995), 293.

35 Wendy Brown, « The Impossibility of Women's Studies », *Differences: A Journal of Feminist Cultural Studies*. 9.3 (Fall, 1997).